Communiqué de presse

DÉPARTEMENT DU NIARI : DIALOGUE MULTIACTEURS POUR RENFORCER L'INCLUSIVITÉ DANS LA GOUVERNANCE FORESTIÈRE



POINTE-NOIRE, 14 NOV (RPDH). La Rencontre pour la paix et les droits de l'homme (RPDH) organise, en partenariat avec l'Observatoire congolais des droits de l'Homme (OCDH), le mardi 17 novembre à Dolisie, un forum multi acteurs dont l'objectif est de réunir les parties prenantes pour réfléchir sur les blocages limitant l'application effective des engagements en matière d'inclusivité, de participation, de redevabilité dans la gouvernance forestière au Niari.

Le forum s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de deux projets : le projet RERIP (Renforcer la redevabilité et l'inclusion grâce à une meilleure implication et participation des communautés locales et populations autochtones dans la gouvernance climatique, foncière et forestière) et de la phase 2 du projet FGMC (Forêts, gouvernance, Marché et climat), financé respectivement par le CCFD-Terre Solidaire et le département britannique des Affaires étrangères (FCDO), avec l'appui technique de l'ONG européenne FERN .

Ces deux projets sont exécutés dans un contexte où les parties prenantes, notamment les communautés locales et populations autochtones (CLPA) du Niari peinent à jouir des retombées positives de l'exploitation de leurs richesses naturelles en général et l'exploitation forestière en particulier.

Ce contexte est lié en grande partie à la difficile application des engagements internationaux (l'APV/FLEGT, ITIE, CAFI…) et nationaux, en particulier le code forestier qui pourtant définissent les principes d'une gouvernance forestière inclusive, participative et redevable.

Ainsi, le forum s'est fixé pour objectif général de « *promouvoir le dialogue entre les parties prenantes afin de garantir l'effectivité de l'inclusivité et la redevabilité, et s'assurer que les mécanismes de gouvernance forestière et climatique dans le Niari soient participatifs, et la gouvernance forestière transparente et équitable* ».

Il sera question pour les participants venant des institutions impliquées dans la gouvernance forestière ainsi que les CLPA d'identifier les points de blocage qui constituent des freins à la mise en œuvre effective des lois et politiques en matière de gouvernance forestière. Les échanges du forum permettront de :

- Favoriser le partage de connaissances et le renforcement des capacités sur les instruments et mécanismes de gouvernance forestière et climatique (CLIP, CGDC, cahiers de charges particuliers, plan d'aménagement, cadre de concertation, FDL, APV, CAFI, ITIE) ;

- Créer un espace de concertation, de dialogue multi-acteurs entre les parties prenantes (Conseil départemental, Préfecture, Parquet, administration publique, secteur privé, presse communautaire, communautés locales et populations autochtones) ;

- Renforcer la synergie entre les acteurs locaux pour une meilleure responsabilisation de chacun d'eux ;

- Présenter le Centre d'Assistance Juridique et d'Action Citoyenne (CAJAC), comme outil de défense des droits des communautés locales et de dénonciation des illégalités forestières et violations des droits en matière de gouvernance des ressources forestières, afin de renforcer les actions de plaidoyer pour une meilleure prise en compte de leurs droits ;

- Formuler les propositions et recommandations pratiques pour une amélioration de la gouvernance forestière dans le Niari.

Contact presse :

Christian MOUNZÉO, coordonnateur national de la RPDH

Tél : 05 019 85 01

Cette activité sera réalisée avec le soutien financier de Foreign Commonwealth & Developement Office (FCDO) du gouvernement britannique dans le cadre du programme Forest Governance, Markets and Climate (FGMC) II et de CCFD-Terre solidaire France. Cependant, les points de vue exprimés ne reflètent pas nécessairement ceux des partenaires.